

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article 1 du titre X de la partie II

Déposée par M. Robert BADINTER

Qualité : Membre suppléant

---

#### Article 1 [Définition de l'espace]

L'Union constitue un espace de liberté, de sécurité et de justice dans le respect des droits fondamentaux et en tenant compte des différentes traditions et systèmes juridiques européens.

Elle assure l'absence des contrôles des personnes aux frontières intérieures et développe une politique commune en matière d'asile, d'immigration et de contrôle des frontières extérieures fondée sur la solidarité entre Etats membres et équitable à l'égard des ressortissants des pays tiers.

L'Union assure un niveau élevé de sécurité par des mesures de prévention et de lutte contre la criminalité, de coordination et coopération entre autorités policières et judiciaires pénales et autres autorités compétentes, ainsi que par la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires pénales et le rapprochement des législations pénales.

L'Union facilite l'accès à la justice, notamment par **le principe de reconnaissance mutuelle** ~~la libre circulation~~ des actes et des jugements en matière civile ~~fondée sur le principe de reconnaissance mutuelle~~.

---

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article 9

Déposée par M. Robert BADINTER

Qualité : Membre suppléant

---

#### Article 9 : [Contrôle juridictionnel]

**Au regard des** ~~Dans l'exercice de ses compétences concernant les dispositions des chapitres 3 et 4~~ du présent titre, la Cour de justice **n'a pas compétence** ~~n'est pas compétente~~ pour contrôler la validité ou la proportionnalité d'opérations menées par la police ou d'autres services répressifs dans un Etat membre, ni pour statuer sur l'exercice des responsabilités qui incombent aux Etats membres pour le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure, lorsque ces actes relèvent du droit interne.

---

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article 10

Déposée par M. Robert BADINTER

Qualité : Membre suppléant

---

#### Article 10 : [Contrôle des personnes aux frontières]

1) L'Union développe une politique visant à:

- assurer **la libre circulation, notamment par** l'absence de tout contrôle des personnes, quelle que soit leur nationalité, lorsqu'elles franchissent les frontières intérieures ;
- assurer le contrôle des personnes et la surveillance efficace du franchissement des frontières extérieures ;
- mettre en place progressivement un système commun de gestion intégré des frontières extérieures.

2) A cette fin, le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des lois ou lois-cadre portant sur:

- les conditions d'entrée en vue d'un séjour de courte durée de ressortissants d'États tiers, y compris l'obligation de visa et l'exemption de cette obligation, les règles, procédures et conditions de délivrance des titres de franchissement des frontières extérieures, ainsi que le format uniforme pour ces titres ;
  - les contrôles auxquels peuvent être soumises les personnes franchissant les frontières extérieures ;
  - les conditions dans lesquelles les ressortissants des pays tiers peuvent circuler librement dans l'Union pendant une courte durée ;
  - toute mesure nécessaire pour l'établissement progressif d'un système commun de gestion intégrée des frontières extérieures ;
  - l'absence des contrôles des personnes **[au singulier]**, quelle que soit leur nationalité, lorsqu'elles franchissent les frontières intérieures.
-

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article 17

Déposée par M. Robert BADINTER

Qualité : Membre suppléant

---

#### Article 17: [Droit pénal matériel]

Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, peuvent adopter des lois-cadre comportant des règles minimales relatives à la définition des incriminations et des sanctions :

– dans des domaines de criminalité particulièrement grave et qui revêtent une dimension transfrontalière résultant du caractère ou des incidences des infractions ou d'un besoin particulier de les poursuivre en commun. Ces domaines de criminalité sont les suivants: le terrorisme, la traite **et l'exploitation sexuelle** d'êtres humains ~~et l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants~~, le trafic illicite de drogues, le trafic illicite d'armes, le blanchiment d'argent, la corruption, la contrefaçon de moyens de paiement, la criminalité informatique, et la criminalité organisée.

En fonction des développements de la criminalité, le Conseil, statuant à l'unanimité et après avis conforme du Parlement européen, peut identifier d'autres domaines de criminalité qui remplissent les critères visés au présent tiret;

– dans des domaines de criminalité portant atteinte à un intérêt commun qui fait l'objet d'une politique de l'Union, lorsque des sanctions pénales s'avèrent indispensables pour assurer une mise en œuvre efficace de cette politique.

---

## **FICHE AMENDEMENT**

### **Proposition d'amendement à l'Article 20**

**Déposée par M. Robert BADINTER**

**Qualité : Membre suppléant**

---

#### **Article 20 : [Parquet européen]**

1) En vue de combattre les crimes graves ayant une dimension transfrontalière, ainsi que les activités illégales portant atteinte aux intérêts de l'Union, le Conseil, statuant à l'unanimité, après avis conforme du Parlement européen, peut adopter une loi européenne créant un Parquet européen ~~au sein d'Eurojust~~. Le Parquet européen est compétent pour rechercher, poursuivre et renvoyer en jugement les auteurs et complices des crimes graves affectant plusieurs États membres, ainsi que des infractions aux intérêts financiers de l'Union, tels que déterminées par la loi prévue au paragraphe suivant. Il exerce devant les juridictions compétentes des États membres l'action publique relative à ces infractions.

2) La loi visée au paragraphe précédent fixe le statut du Parquet européen, les conditions d'exercice de ses fonctions, les règles de procédure applicables à ses activités ainsi que celles gouvernant l'admissibilité des preuves et les règles applicables au contrôle juridictionnel des actes de procédure pris par le Parquet européen dans l'exercice de ses fonctions.

---

#### **Explication éventuelle :**

Cette proposition d'amendement vise à instituer dès à présent, dans la Constitution, un Parquet européen.